



## Service Départemental de l'Enregistrement

### Chroniques d'un désastre annoncé et autres nouvelles du front de la DDFIP 93

**Le DDFIP 93 Ollivier Gloux se veut « innovant » en fermant les 4 pôles enregistrement, il accuse les syndicats d'immobilisme et fait voter en début d'année la création d'un Service Départemental de l'Enregistrement. Les résultats sont sans appel :**

Le fameux logiciel nécessaire à la mise en place du service devait arriver en septembre, il ne sera finalement disponible qu'en novembre (officiellement) ou février (officieusement). Tous les agents des pôles enregistrement, pressentant le désastre ou voulant simplement rester près de leurs résidences ont refusé de suivre la mission à Bobigny, c'est donc 14 nouveaux agents qui sont pour l'instant prévus (nous n'avons pas encore les chiffres pour les B et A) sur un service qui n'a aucune existence physique.

**Résultat 1**, tous les nouveaux agents C sont contactés par la direction pour être détachés d'office sur les pôles enregistrement qui sont censés avoir disparus au 1<sup>er</sup> septembre. Ces nouveaux agents officiellement affectés sur la RAN Bobigny vont donc se retrouver renvoyés sur les pôles du Raincy, de Saint Denis, de Montreuil et de Bobigny Satie pour une durée indéterminée.. Et surtout bienvenue en Seine-Saint-Denis !

**Résultat 2**, durant le mois d'août va être créé un grand service vide qui n'aura pour seul occupant que l'AFIP créé pour gérer le service dans la DDFIP Moulin (ex-TG 93). Les informaticiens de la DISI sont priés de prendre leurs cliques et leurs claques et de libérer le RDC Bas pour laisser la place au Budget et à l'Immobilier, réaffectés d'office (en CT on nous a affirmé que les agents étaient tous d'accord mais on n'a vu passer aucun vote pour l'instant) au sous-sol.

**Résultat 3**, les grands travaux sont donc lancés pour créer un service qui va déménager début

2019 avec l'ensemble des services de Bobigny dans le nouvel immeuble censé accueillir l'ensemble des services DDFIP de la ville. Et quels travaux : un accueil avec 5 guichets pour le SDE, 2 caisses et le guichet du RPD alors qu'on prévoit le doublement (minimum) de contribuables, tout ça dans un espace ouvert largement insuffisant, sans plafond, qui résonne dans tous les services du rez-de-chaussée.

**Résultat 4**, tous les SIE pensaient récupérer les agents des pôles enregistrement qui n'auraient pas muté mais ceux-ci viennent d'apprendre qu'ils seront maintenus dans leur service fantôme afin de former tous les nouveaux agents en attendant que le nouveau logiciel soit prêt. Et évidemment la direction n'a affecté personne sur ces services, car eux-aussi comptaient sur les agents de l'enregistrement. Au SIE de Bobigny, aucun des 4 agents du pôle ne viendra donc au premier septembre et aucune affectation n'a été effectuée sur le service, comment sont-ils censés fonctionner ??

M Gloux nous taxe d'immobilisme, d'archaïsme quand nous défendons le service public de proximité et réclamons des postes pour nos missions, voici le résultat frais et innovant de son amateurisme.

## **FUSION DE LA TP GAGNY IMPOTS AVEC LE SIP DU RAINCY**

Les travaux seront lancés cet automne afin de « parachever » cette fameuse réforme des SIP qui a tant fait pour la qualité du service public.. Problème, de l'amiante dans la colle des dalles du RDC qui va nécessiter l'évacuation de celui-ci pour la durée des travaux qui s'étaleront jusqu'au printemps 2017.

Qu'à cela ne tienne, nous avons appris lors du CT qu'une équipe d'agents du SIP et du SIE du Raincy, ne pouvant plus recevoir le public, serait transférée dans les locaux de la TP de Gagny. C'est donc l'ensemble de la campagne TH 2016 qui s'annonce comme un grand moment de plaisir dans des locaux inadaptés, trop petits, sans les dossiers des redevables ou des entreprises.

Notre vision archaïque et passéiste qui doit être inadaptée aux réalités du monde contemporain ne nous permet pas de voir en quoi la fusion de ces 2 services sera un atout pour les redevables ou les agents quand on voit les conditions extrêmement difficiles de campagne que nous avons constatées cette année dans les SIP comptables du 93.

Pour notre part, attachés à la séparation ordonnateur/comptable et à un service public de proximité, nous continuerons de combattre cette fusion. Une première pétition des agents de la TP Gagny contre la fusion à l'initiative de la CGT FP 93 avait été remise à la DDFIP 93 mais pour l'instant celle-ci tente le passage en force.

## **FUSION DE LA TP AULNAY IMPOTS AVEC LE SIP D'AULNAY (CFP VILLEPINTE)**

La DDFIP a décidé de mettre en place le SIP comptable fusionnant la TP d'Aulnay Impôts avec le SIP d'Aulnay sur le CFP de Villepinte pour début septembre. C'est donc tout le recouvrement de la ville d'Aulnay qui va basculer dans la zone industrielle de Villepinte éloignant encore une fois d'autant plus le service public des Aulnaysiens et menaçant d'engorger l'accueil du SIP. Nous n'avons pas réussi à mettre en place une pétition ou une mobilisation avec les agents malgré plusieurs heures syndicales sur place pour l'instant. Pour ces deux trésoreries nous avons contacté les élus (maires et députés) concernés sans aucun retour pour l'instant.

### **LA CFDT, ALORS QUE L'ENSEMBLE DES SYNDICATS AVAIT VOTE CONTRE S'EST ABSTENUE, PERMETTANT LE PASSAGE EN FORCE LORS DU COMITE TECHNIQUE.**

En effet, si l'ensemble des syndicats vote contre, cela repousse le projet jusqu'au comité technique suivant, nous permettant de gagner du temps et d'organiser les agents. En s'abstenant la CFDT fait gagner du temps à la DDFIP 93 pour mettre en place les plans de restructuration et se fait l'alliée objective de la direction locale dans le cadre de ses plans de liquidation du service public de proximité. Et cela sans avoir négocié quoique ce soit pour les agents ou justifié son vote d'aucune façon..

## **FERMETURE DES TRESORERIES COMMUNALES DE BAGNOLET ET LA COURNEUVE**

Dès l'annonce de ces fermetures, le syndicat a pris contact avec les élus concernés :

\* Le maire de Bagnolet nous a fait suivre le courrier furieux qu'il a transmis à la direction départementale, se prononçant contre la fermeture et pour le maintien de l'ensemble des services de la trésorerie mixte de Bagnolet. Aux dernières nouvelles, le directeur tente de lui faire avaler la fermeture en lui proposant le maintien d'un point DGFIP au sein d'une maison de services aux publics (nous reviendrons sur ces « maisons » visant à regrouper des services publics ou privés différents pour compenser la disparition des services de plein exercice).

\* Le maire de La Courneuve et la député de la circonscription M.G. Buffet ont pris position clairement pour le maintien de la trésorerie. Nous avons rencontré la député qui a écrit une lettre au Ministre Michel Sapin. Nous avons aussi mis en place une pétition en lien avec l'Union Locale CGT de La

Courneuve destinée à la population pour le maintien du site. **Suite à ces initiatives, la direction départementale a donc acté son échec lors du dernier comité technique ET A IMMEDIATEMENT ANNONCE QU'ELLE ENVISAGEAIT MAINTENANT DE FERMER LA TRESORERIE COMMUNALE D'AUBERVILLIERS !**

Comme quoi il ne s'agit absolument pas d'adapter le réseau aux nouvelles intercommunalités mais bien de liquider autant que possible de services et d'emplois afin de faire des économies, donc une trésorerie ou une autre..

### **MISE EN PLACE DU PCR**

Le Pôle Contrôle Revenus Patrimoine, créé officiellement début janvier, vient au bout de 6 mois d'existence d'être doté d'une doctrine de fonctionnement. Évidemment on fait voter les organisations syndicales sans savoir comment seront gérés les nouveaux services et 6 mois plus tard on demande leur avis. Ce PCR regroupe toutes les anciennes Fiscalités Immobilières (FI Saint Denis, Montreuil, Raincy et Bobigny) qui sont maintenues sur leurs centres, ainsi que l'ancienne BCP (Brigade de Contrôle du Patrimoine) de Bobigny. Tous ces services sont maintenus pour l'instant sur leurs sites.

Ce PCR a pour but principal de fusionner le Contrôle Sur Pièces des contribuables à fort enjeu (réalisé auparavant par les cellules CSP des SIP) avec le contrôle des revenus du patrimoine réalisé par la BCP.

But qui pourrait apparaître louable mais dans un département proche (exemple Paris Nord), la mise en place du PCR s'est accompagnée de la disparition de l'ensemble des cellules CSP des SIP concernés. La dévitalisation progressive des cellules, absorbées par le travail d'accueil et soumises à une disparition rapide de leurs effectifs (2 agents pour Le Raincy, 2 agents Pantin..) et la disparition d'une de leur mission principale (les dossiers à fort enjeu) fait craindre le pire pour la survie du contrôle de proximité. La direction a bien évidemment poussé des grands cris en disant que Paris était différent etc mais on ne peut que constater la disparition d'une de leurs missions et des agents correspondants..

### **DOCTRINE D'EMPLOI DES CDIF FUSIONNES (SDIF)**

Comme pour le PCR, la fusion s'effectue en janvier et on demande aux syndicats de se prononcer sur son fonctionnement 6 mois plus tard. Le dialogue social n'est pas un vain mot dans le 93..

À la place de deux Centres des Impôts Fonciers de pleine compétence, la fusion met en place un Service Départemental Foncier avec 3 services : la Cellule Foncière Départementale (CFD), regroupant tous les secteurs fonciers, le Pôle d'Évaluation des Locaux Professionnels regroupant les ex-B terrains et le Pôle Topographique de Gestion Cadastre (PTGC) regroupant les géomètres.

Conséquence pratique pour les agents : aucune, le sous-effectif est toujours aussi massif, les dossiers s'empilent dans les services de l'ex-CDIF 1 qui avait perdu un secteur sur 3 les années précédentes, on manque toujours autant de géomètres et la mission cadastrale et foncière est toujours en souffrance avec ses agents. Les seules conséquences pratiques seront la fusion des deux accueils et les 3 inspecteurs attachés aux CDIF seront répartis comme responsables des 3 « nouveaux » services.

Par contre cela fait plaisir à Bercy d'avoir un beau service tout neuf sur le papier.

**Là encore l'abstention ou le vote pour de la CFDT a permis de faire basculer la situation en faveur de l'administration malgré l'opposition des syndicats Solidaires, FO et CGT**

## FRAIS DES DEPLACEMENTS DES PERSONNELS ITINERANTS

Une pétition à l'initiative de la CGT FP 93 a été signée par l'ensemble des vérificateurs et huissiers du Trésor concernant la politique de remboursement des frais de repas de la DDFIP 93, avec une interprétation des textes au désavantage des agents.

**Comme le rappelle l'article 29 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> novembre 2006 : « l'indemnité de repas est versée aux agents en mission, tournée ou intérim, ou à la fraction correspondante de l'indemnité de mission, qui se déplace dans une commune limitrophe de celle de sa résidence administrative ou familiale et qui n'a pas la possibilité de se restaurer dans un restaurant administratif n'est pas regardé comme effectuant un déplacement à l'intérieur d'une même commune ».**

En application de cet article, le remboursement des frais de repas est acquis même si la mission se prolonge entre 12h00 et 14h00, quel que soit le cas de figure. Comment peut-on imaginer qu'un agent en mission interrompe celle-ci pour se transporter, aux heures d'ouverture des services, au centre des Finances publiques le plus proche pour obtenir une carte d'accès au restaurant administratif, aller ensuite à ce restaurant puis revenir afin de restituer le titre d'accès.

Nous avons remis la pétition signée lors du comité technique précédent pour envoi à Bercy et saisi les instances nationales du syndicat afin d'obtenir l'application des textes réglementaires et obtenir les remboursements normalement dus aux agents itinérants du département. Nous tiendrons tous les agents concernés informés des suites.

## BILAN CAMPAGNE IR

Nous avons acté au sein du CT la multiplication des pressions sur les agents pour les saisies et tous les soucis engendrés avec le traitement des listes internet. Couplées avec les suppressions d'emploi et les vacances de postes (- 9 au SIP d'Aubervilliers par exemple) nous avons remonté tous les cas de souffrance au travail dans les SIP concernés, notamment les suivis journaliers et individuels de saisies de déclaration, les remontrances adressées aux agents manquant de rapidité, etc. La direction a affirmé ne soumettre à aucune pression les chefs de services mais surtout **refuser d'intervenir dans la gestion humaine et managériale de ceux-ci ! Résultat personne n'est responsable et la souffrance au travail est totalement ignorée.. Seule la mobilisation des agents avec leurs syndicats permettra de rejeter ces méthodes managériales indignes et obtenir les postes nécessaires à l'exercice de leurs missions !**

## DEPUIS MARS, LE COMBAT CONTRE LA LOI TRAVAIL CONTINUE !

Après de nombreuses journées de mobilisations, malgré la répression policière, les casseurs, malgré les menaces d'interdiction d'un gouvernement aux abois, malgré les insultes et les invectives, l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU et les organisations de jeunesse tient bon ! Nous étions plus d'un million le 14 juin dans toute la France, des grèves, des blocages et des mobilisations continuent et le gouvernement plus isolé que jamais ne peut plus compter que sur l'appui de la CFDT, de l'UNSA et de la CFTC pour faire passer sa réforme. Sa majorité a été violentée à coups de 49.3, il s'effondre dans tous les sondages et la loi GATTAZ-BERGER-HOLLANDE est toujours rejetée par plus de 60 % de la population. À la rentrée, si rien n'est réglé entre temps, nous appellerons à poursuivre et amplifier la mobilisation interprofessionnelle pour le retrait de cette loi qui vise à liquider le Code du Travail.

Dans la DDFIP 93, nous avons appelé avec FO et Solidaires à nous inscrire dans ces grèves et mobilisations, car derrière le Code du Travail c'est le statut de la Fonction Publique qui est dans le viseur : remise en cause des RAN et des règles de mutation/affectation, mise en place de nouveaux régimes indemnitaires pour janvier **avec le retour des primes aux mérites** (!), remise en cause de nos missions et restructurations incessantes autant de raisons de nous mobiliser, salariés du public et du privé pour bloquer la politique de ce gouvernement !

**NOUS VOUS TIENDRONS INFORMES RAPIDEMENT DE NOS INITIATIVES ET APPELLANT LES AGENTS A SE PREPARER DES LA RENTREE AVEC LEURS SYNDICATS POUR ORGANISER LA RIPOSTE !**